

Je m'y connais un peu en chiffres et je sais qu'on peut leur faire dire beaucoup de choses. Tout ce que je sais, c'est que le gouvernement a dit la vérité aux Canadiens. Nous n'avons pas essayé de manipuler les chiffres de façon à induire en erreur les Canadiens moyens. Notre objectif est de créer un pays où il fera meilleur vivre. Nous voulons que les gens soient capables d'acheter ou de louer leur maison et qu'ils aient un emploi. Voilà les mesures qui figurent dans notre plan économique et dans nos deux budgets.

Puisqu'il est question de chiffres, permettez-moi d'en mentionner quelques autres. Le budget prévoit des augmentations de taxes de peut-être 50c. par jour pour les Canadiens moyens. Faisons donc un rajustement et supposons qu'elles soient un peu plus élevées. Si l'on cherche à équilibrer le budget, c'est pour faire baisser les taux d'intérêt. Excusez-moi, monsieur le Président, c'est le rhume qui court à Ottawa cet hiver. Je me suis efforcée de le répandre partout dans le pays.

M. Keeper: C'est à cause de ces hausses d'impôt.

M. Turner (Vancouver Quadra): Vous vous étouffez sur le budget.

Mme McDougall: Ces augmentations d'impôt nous aideront à faire baisser les taux d'intérêt. Parlons donc de la possibilité d'acheter une maison et des taux hypothécaires. Depuis notre arrivée au pouvoir, les taux pour une hypothèque de cinq ans ont déjà baissé de 2.25 p. 100. Cela signifie des économies de \$3 par jour sur une hypothèque de \$50,000 pour une famille moyenne. En outre, il est fort possible que, si nous reprenons le contrôle de notre déficit cette année et que nous réduisions encore une fois notre dette, nous puissions faire baisser davantage les taux d'intérêt et les taux hypothécaires. C'est cela que nous voulons dire quand nous parlons de responsabilité financière, de comportement civilisé, de justice et d'équilibre. Voilà ce qui importe aux Canadiens. C'est sur les initiatives de ce genre que nous insistons.

L'assiette de l'impôt sur le revenu des sociétés a été étendue. En supprimant toutes les échappatoires, nous percevrons plus d'impôt des sociétés, non le contraire. Comme les Canadiens le savent, les impôts que paient les sociétés fluctuent en fonction de leurs bénéfices. Ils sont assez difficiles à prédire, mais je peux garantir à la Chambre que les sociétés paieront plus d'impôts et non le contraire par suite du dernier budget. Il existe un certain équilibre entre les recettes provenant de l'impôt sur le revenu des sociétés et celles que produit l'impôt sur le revenu des particuliers.

Je ne pense pas que ce budget ou notre politique économique soit un désastre, comme l'a laissé entendre le député. Il y a maintenant 580,000 personnes au Canada qui travaillent et qui n'avaient pas d'emploi en septembre 1984. C'est ce que nous pouvons faire de mieux pour aider les Canadiens. C'est ce que nous voulons faire pour les Canadiens et leurs enfants. Nous voulons qu'ils puissent travailler, acheter des maisons, s'inscrire et assurer leur retraite. Je ne vois pas comment il peut y avoir quelque chose de plus juste que ce budget.

Des voix: Bravo!

M. le vice-président: S'il n'y a pas de questions ou d'observations, nous poursuivrons le débat.

Le budget—Le très hon. J. N. Turner

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, je suis désolé que la ministre soit enrhumée, mais même si elle était moins enrhumée et en meilleure santé, elle ne terminerait pas son discours sans s'être étranglée à propos de ce budget.

Je suis heureux de participer à ce débat sur le deuxième budget présenté par l'actuel gouvernement. Notre parti est déjà intervenu à travers de brillants orateurs, notamment notre critique, le député de Saint-Henri-Westmount (M. Johnston) et la députée de Trinity (M^{lle} Nicholson). Ils ont fait d'excellentes interventions et je les en félicite sincèrement.

J'imagine que le premier ministre (M. Mulroney) ne sera pas à la Chambre pour parler de ce budget, pour la deuxième fois de suite. Sans doute sera-t-il parti essayer de colporter ce pitoyable produit à travers le pays. Je n'ai jamais vu un premier ministre ne pas participer à un débat sur le budget.

• (1600)

M. Friesen: Allons, John.

M. Turner (Vancouver Quadra): Je ne me souviens pas d'avoir vu un premier ministre ne pas participer à un débat sur le budget. Bien que je sois reconnaissant à quelques ministres d'avoir la courtoisie d'être présents, je tiens à dire que j'ai eu l'honneur de présenter cinq budgets successifs au Canada.

Des voix: Oh, oh!

M. Gauthier: Et des budgets qui donnaient des résultats.

M. Turner (Vancouver Quadra): Je vais y venir dans un instant, mais je voulais dire que je restais à la Chambre pendant toute la durée du débat sur le budget pour écouter ce que les députés de tous les côtés de la Chambre avaient à dire. Nous sommes à l'ère de l'électronique, mais nous devons tout de même faire preuve d'une certaine courtoisie. Nous sommes élus par le peuple canadien. Le Parlement n'a rien de plus important à faire qu'à dépenser de l'argent et à en percevoir. Le ministre devrait être là, et il devrait y avoir plus de députés et plus de ministres pour nous écouter. Très peu de députés étaient là pour écouter le député d'Oshawa (M. Broadbent), et très peu de députés et de ministres sont là pour écouter la réponse du chef de l'opposition au budget.

Le premier ministre doit être en train de parcourir le pays avec le ministre pour essayer de persuader les Canadiens que ce budget est équitable. Il va s'apercevoir, comme la majorité des Canadiens s'en rendent compte, que ce budget n'est pas équitable. Nous allons considérer ce budget comme la seconde phase du budget de mai dernier. La première phase a été le budget de mai dernier, et la deuxième c'est le budget de février. Ensemble, ces deux budgets représentent une hausse de taxes rétrograde, insidieuse et cumulée sans précédent dans l'histoire du Canada. La charge est brutale contre la famille moyenne dont le revenu se situe entre \$15,000 et \$40,000. Comme l'a expliqué le député de Saint-Henri-Westmount, par suite du nouveau fardeau fiscal qu'on leur a imposé, les contribuables entre 35 et 55 ans se retrouvent dans l'impossibilité d'améliorer leur niveau de vie ou simplement de maintenir leur train de vie, parce que les deux derniers budgets ont considérablement réduit le revenu disponible du Canadien moyen.